

Photo: Anssumane Sambu

Evaluation de la situation de la sécurité alimentaire et nutritionnelle, et suivi des marchés

Guiné-Bissau | Novembre 2021

Résumé des résultats

REn novembre 2021, 12 pour cent des ménages en Guinée-Bissau (plus de 197 500 personnes) sont en situation d'insécurité alimentaire et n'arrivent pas à satisfaire adéquatement leurs besoins alimentaires et non alimentaires de base. La situation de l'insécurité alimentaire est significativement plus difficile en zone rurale qu'urbaine. Comme lors de nos précédentes enquêtes, les régions d'Oio et de Gabu sont les plus affectées. En revanche, Bissau, Tombali et Biombo sont les moins touchées. Les ménages les plus vulnérables en zone rurale sont dirigés par des femmes alors qu'en zone urbaine il s'agit de ceux dirigés par les hommes. Les ménages les plus vulnérables sont aussi ceux dirigés par des personnes pas ou moins instruits, les ménages de grande taille, tout comme les ménages dont les sources de revenus sont plus liées à l'agriculture et aux autres activités primaires.

En général, il y a une amélioration sensible de la situation de la sécurité alimentaire qui confirme la tendance baissière de la vulnérabilité des ménages notée dans les enquêtes conduites en fin 2020 et courant 2021. En effet, la situation s'améliore à la faveur de la levée de la plupart des restrictions liées à la pandémie de COVID-19.

Seuls 5,6 pour cent des enfants de 6 à 23 mois ont une alimentation adéquate et

reçoivent un apport alimentaire minimum acceptable (*MAD*). L'alimentation des enfants est significativement meilleure dans les zones urbaines que rurales. Les régions d'Oio, Bafata et Gabu, connues pour leurs prévalences élevées de malnutrition, font partie des régions où l'on enregistre les plus d'enfants avec une alimentation inadéquate.

Selon l'indicateur de diversité alimentaire minimum, seul près d'un tiers des femmes en âge de procréer (15-49 ans) ont une alimentation adéquate en novembre 2021 dont 27,4 pour cent en zone rurale et 39,4 pour cent en zone urbaine. Une sur dix femmes interrogées est en état de grossesse au moment de l'enquête et 69 pour cent d'entre elles n'ont pas une alimentation adéquate avec toutes les conséquences potentielles sur leur état de santé et celui de leurs futurs enfants.

Les marchés sont bien approvisionnés en produits alimentaires et non alimentaires. Le prix du riz importé ordinaire, qui est la céréale la plus consommée dans le pays, a été plus marqué par une hausse progressive en 2021, bien qu'une baisse soit notée à partir de novembre. En général, les prix sont légèrement à la hausse si on les compare à la même période de l'année passée.



World Food
Programme

1. Contexte de l'Etude

Le 24 mars 2020, la Guinée-Bissau a enregistré son premier cas de COVID-19. Les autorités nationales ont émis un confinement national le 26 mars et un état d'urgence a été déclaré le 27 mars. Le pays avait auparavant fermé les frontières, les écoles, les restaurants et d'autres entreprises locales, interdit les rassemblements publics, restreint les transports publics et réduit les heures d'ouverture des marchés de 7h du matin à 12h de l'après-midi. Depuis lors, les restrictions ont été assouplies, mais l'état d'urgence a été prolongé à plusieurs reprises. Au 07 novembre 2021, le pays avait enregistré 6150 cas confirmés d'infection (74 pour cent des cas enregistrés dans le secteur autonome de Bissau), et 143 décès.

En mai 2020, le Programme Alimentaire Mondial (PAM) des Nations Unies, en partenariat avec le Ministère de l'agriculture et du développement rural (MADR) et l'Institut National de Statistique (INE), a mené une évaluation de la sécurité alimentaire et du fonctionnement des marchés pour mieux comprendre l'impact du COVID-19 sur la situation de la sécurité alimentaire dans le pays. L'enquête avait révélé que 51 pour cent des ménages étaient vulnérables à l'insécurité alimentaire. En dehors de la capitale Bissau, le nombre de ménages utilisant des stratégies d'adaptation sévères basées sur la consommation avait augmenté de près de cinq fois, passant de 12 pour cent en septembre 2019 à 51 pour cent en mai 2020. A Bissau, le nombre de ménages utilisant des stratégies d'adaptation sévères avait doublé, passant de 15 pour cent en mai 2018 à 30 pour cent en mai 2020.

Les enquêtes suivantes en juillet et octobre 2020, et mars 2021 ont montré une progressive amélioration de la situation alimentaire et nutritionnelle dans le pays, due en grande partie à l'assouplissement des restrictions liées à la gestion de la pandémie. La proportion de ménages utilisant des stratégies d'adaptation sévères basées sur la consommation était passée de 51 pour cent en mai 2020, 20,1 pour cent en juillet 2020, à 13,8 pour cent en mars 2021.

En novembre 2021, le PAM, en partenariat avec le MADR, l'INE et le Service national de nutrition, a mené une nouvelle enquête pour suivre l'évolution de la situation de la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans le pays. En raison des restrictions liées au COVID-19, cette enquête n'a pas pu se faire comme prévu pendant la période de soudure. Finalement, la collecte de données a coïncidé avec une période transitoire entre la fin de la période de soudure et le début des récoltes de la campagne agricole 2021-2022. L'enquête a été menée sur le terrain dans les huit régions du pays et la capitale Bissau. Cette enquête, qui a porté sur 4 623 ménages, est inscrite dans le cadre du Système de Suivi de la Sécurité Alimentaire et de la Nutrition (SiSSAN) qui conduit régulièrement des enquêtes nationales sous l'égide du PAM, du MADR, de l'INE et du Service national de nutrition.

2. Contexte du pays

La Guinée-Bissau est un pays d'Afrique de l'Ouest à faible revenu, avec une population de 1,62 millions d'habitants (INE 2013). Quarante-sept ans d'instabilité politique ont profondément entravé le développement socioéconomique et humain du pays, qui aujourd'hui est classé 175 e sur 189 pays selon l'Indice de développement humain (IDH) 2020. La Guinée-Bissau a un revenu national brut (RNB) par habitant de 760 USD et un produit intérieur brut (PIB) de 1,43 milliard USD (Banque mondiale, 2020).

L'agriculture représente 47,5 pour cent de son PIB, et emploie 67,9 pour cent de la population active (OIT 2020). La noix de cajou est la principale culture, occupant 50 pour cent des terres arables et représentant 90 pour cent des exportations du pays, ainsi que 10 pour cent de son PIB. Elle fournit des revenus directs ou indirects à 85 pour cent de la population. Les autres cultures comprennent le riz (cultivé principalement pour la consommation des ménages), le maïs, le mil et le sorgho.

Les ménages vulnérables sont fortement exposés aux fluctuations du prix international des noix de cajou, ainsi qu'aux risques liés au changement climatique - en premier lieu inondations, sécheresses et érosion côtière - et à la dégradation récurrente de l'environnement causée par la mauvaise gestion des terres et la pollution.

Le pays est touché par l'insécurité alimentaire et la malnutrition. Selon le dernier rapport du Cadre Harmonisé (CH) de mars 2021, 5,2 pour cent de la population rurale (68 127 personnes) étaient en situation d'insécurité alimentaire sévère et classée en phase 3 ou supérieure. Environ 12,5 pour cent de la population (165 331 personnes) étaient classés dans la phase 2 en raison de leur consommation alimentaire minimalement adéquate et de leur dépendance aux stratégies d'adaptation négatives pour répondre à leurs besoins de base, et étaient susceptibles de tomber en phase 3 ou supérieure.

Le taux de retard de croissance chez les enfants âgés de 6 à 59 mois a diminué depuis 2012, passant de 32,2 à 27,7 pour cent en 2018, mais reste élevé, dépassant 30 pour cent dans les régions d'Oio, Bafatá et Gabu. La malnutrition aiguë touche 5 pour cent des enfants du même groupe d'âge (MICS6, 2020).

En septembre 2019, avant la pandémie de COVID-19, seuls 8 pour cent des enfants âgés de 6 à 23 mois recevaient un régime alimentaire minimalement acceptable, et seulement 29 pour cent des femmes et des filles âgées de 15 à 49 ans avaient une diversité alimentaire minimale satisfaisante (PAM, 2020).

3. Combien de personnes sont en situation d'insécurité alimentaire ?

En novembre 2021, 12 pour cent des ménages de Guinée-Bissau, soit plus de 197 500 personnes, sont en situation d'insécurité alimentaire. La grande

majorité de ces ménages (10,8 pour cent) est en insécurité alimentaire modérée, liée à une consommation alimentaire déficiente ou au recours à des stratégies de survie irréversibles pour satisfaire leurs besoins essentiels. Comme au cours des enquêtes passées, l'insécurité alimentaire est plus problématique en zone rurale où on enregistre 17,7 pour cent contre 4,3 pour cent en zone urbaine. La figure 1 montre que la proportion de ménages en insécurité alimentaire est la plus petite depuis septembre 2016 si on prend uniquement en compte les enquêtes de terrain (excluant les enquêtes via téléphone).

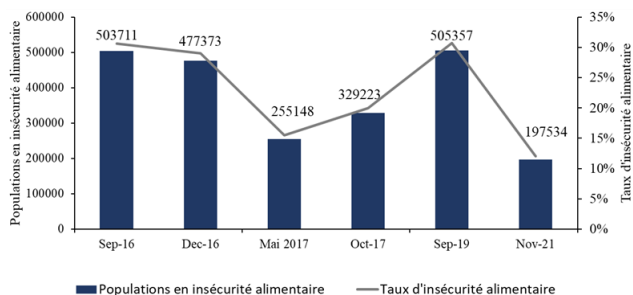


Figure 1. Evolution de l'insécurité alimentaire entre 2016 et 2021.

Ces résultats montrent qu'en novembre 2021 les populations ont globalement récupéré de la situation engendrée par le COVID-19 et cette tendance à la normalisation s'est amorcée depuis juillet 2020 à la faveur de l'allègement des mesures de restriction mises en vigueur par le gouvernement. Les enquêtes mVAM (via téléphone) conduites en mai, juillet, octobre 2020 et mars 2021 montraient déjà la tendance baissière de la vulnérabilité. A cela s'ajoute cette enquête a été conduite au mois de novembre, période durant laquelle 56,5 pour cent de la population avaient commencé les récoltes de grandes cultures, ce qui a sans doute influer positivement sur le niveau de sécurité alimentaire des populations.

La région d'Oio, comme à plusieurs fois, est la plus affectée, avec près du quart de la population en insécurité alimentaire, suivie par Gabu et Quinara avec respectivement 18,6 et 17,3 pour cent. En effet, Oio, Gabu et Quinara se classent très souvent parmi les trois régions les plus affectées par l'insécurité alimentaire. Oio et Gabu sont aussi les régions les plus touchées par la malnutrition surtout la malnutrition chronique. Ces régions ne présentent pas un désavantage particulier sur l'existence des ressources naturelles et agricoles ou sur l'occurrence des chocs qui pourraient expliquer les problèmes récurrents d'insécurité alimentaire. Sans doute, une analyse sur les aspects sociologiques notamment sur les habitudes alimentaires des populations pourrait élucider le cas de ces régions. En revanche, les régions de Biombo, Tombali, et la capitale Bissau sont les moins touchées.

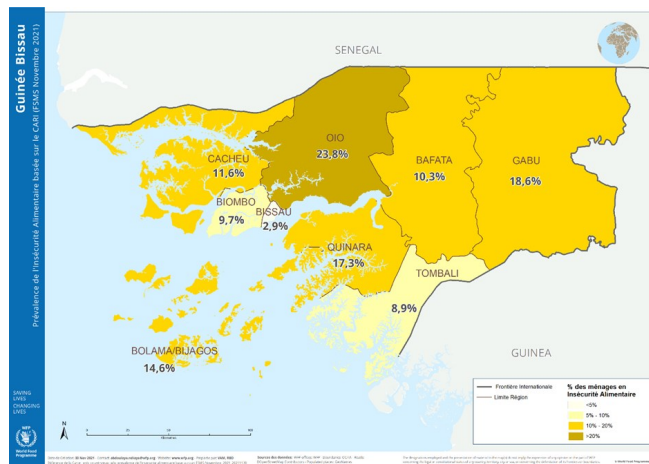


Figure 2. Situation de la sécurité alimentaire des ménages en novembre 2021.

4. Dépenses alimentaires et non alimentaires des ménages.

Suivant la méthodologie du PAM, un ménage qui consacre plus de 65 pour cent de son revenu à l'achat de nourriture peut être considéré comme étant en situation de vulnérabilité économique élevée et indique par conséquent des signes de forte insécurité alimentaire. En novembre 2021, 45,7 pour cent des ménages consacrent plus de 65 pour cent de leurs dépenses pour se procurer de la nourriture. En moyenne 70 pour cent des dépenses sont destinés à l'achat de nourriture au sein des ménages en insécurité alimentaire contre 42 pour cent pour les ménages en sécurité alimentaire. Les ménages dépensent par mois en moyenne 118 000 Fcfa, soit 108 000 Fcfa pour les ménages ruraux et 127 000 FCFA pour les ménages urbains. La dépense moyenne des ménages en sécurité alimentaire (180 000 Fcfa) est plus de deux fois supérieure que celle des ménages en insécurité alimentaire sévère (84 000 Fcfa). Autrement, pour assurer sa sécurité alimentaire, un ménage devra disposer les moyens pour couvrir une dépense moyenne de 180 000 Fcfa par mois. Cependant, cela semble inaccessible pour la plupart des ménages dans un pays où 68 pour cent de la population vivent sous le seuil de pauvreté.

La figure 3 montre la faible proportion réservée aux dépenses non alimentaires dans les ménages en insécurité alimentaire. Cela n'offre pas la possibilité pour ces ménages d'investir efficacement ni sur le capital humain comme la santé ou l'éducation des enfants ni sur les actifs productifs.

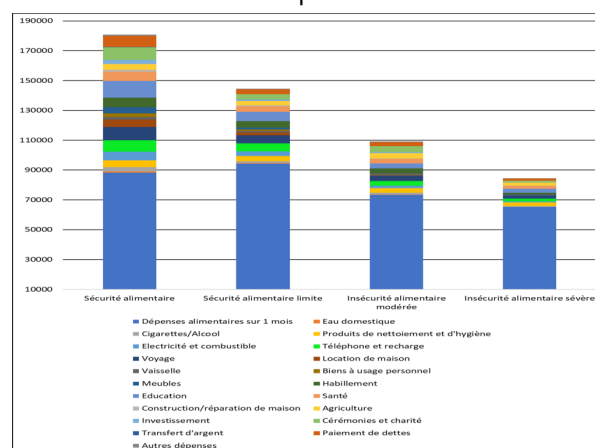


Figure 3. Dépenses alimentaires et non alimentaire

5. Consommation alimentaire et stratégies de survie basées sur la consommation

Au moment de l'enquête, 56,5 pour cent des producteurs ont commencé de récolter leurs produits agricoles principalement l'arachide, le riz, les légumes, le maïs et le mil. 62 pour cent des ménages, incluant ceux non agricoles, déclarent avoir commencé la reconstitution de leur stock alimentaire. Ces récoltes ont positivement influé sur la consommation alimentaire car 87 pour cent des ménages ont une consommation alimentaire acceptable. C'est dans le secteur autonome de Bissau et dans les régions de Tombali et Biombo où l'on enregistre la meilleure situation avec l'absence de ménage avec une consommation alimentaire pauvre (fig.4).

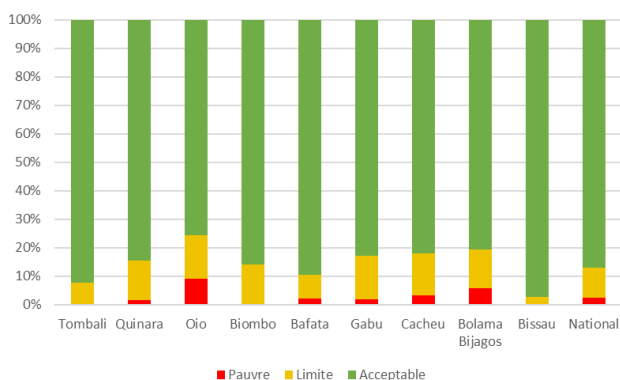


Figure 4. Consommation alimentaire des ménages par région.

Céréales et tubercules, légumes, huile, sucre, et poisson sont les aliments les plus régulièrement consommés par les ménages. Au moins 75 pour cent des ménages les consomment avec une fréquence de 4 à 7 jours par semaine en moyenne. En revanche, la consommation de produits laitiers, des légumineuses (haricot, niébé, etc.), et des fruits est faible car 27 à 57 pour cent des ménages n'en ont pas consommés la semaine précédant l'enquête. Les récoltes de légumineuses ne sont qu'à leur début car seuls 13 pour cent des ménages l'ont démarré. La production laitière reste faible et est concentrée dans l'est du pays ce qui ne facilite pas son accessibilité économique, surtout pour les ménages démunis. La consommation de fruits est souvent rare à l'exception de la période avril-juin marquée par une forte production et consommation de pommes de cajou et de mangues. Cependant, le pays regorge d'une grande variété de fruits disponibles toute l'année selon les saisons. Mais il y a un travail de sensibilisation qui devrait se faire auprès des populations pour promouvoir la consommation des fruits locaux économiquement plus accessibles.

Bien que le score de consommation alimentaire acceptable soit élevé (87 pour cent) au mois de novembre 2021, 13 pour cent des ménages sont obligés de recourir à des stratégies d'adaptation sévères basées sur la consommation, ce qui peut affecter leur sécurité alimentaire sur le court et moyen terme. C'est la capitale Bissau qui enregistre le plus de ménages (22 pour cent) avec une consommation acceptable ayant recours aux stratégies d'adaptation sévères basées sur la consommation. Ensuite suivent les régions de

Tombali et Oio qui dépassent légèrement la moyenne de 13 pour cent. *Manger des aliments moins préférés et moins chers* est la stratégie la plus utilisée par les ménages.

6. Stratégies d'adaptation basées sur les moyens d'existence utilisées par les ménages

Si l'usage des stratégies basées sur la consommation s'épuise ou ne permet pas à résoudre les problèmes d'alimentation, les ménages sont obligés d'utiliser des stratégies basées sur les moyens d'existence. En novembre 2021, 52,9 pour cent des ménages avaient au moins utilisé une de ces stratégies et c'est quasiment la même proportion en zone rurale et urbaine. Près du quart des ménages font recours aux stratégies sévères (crise et urgence) particulièrement dans le secteur autonome de Bissau, les régions d'Oio et de Gabu. En revanche, l'usage de ces stratégies est faible dans les régions de Biombo et de Bolama Bijagos.

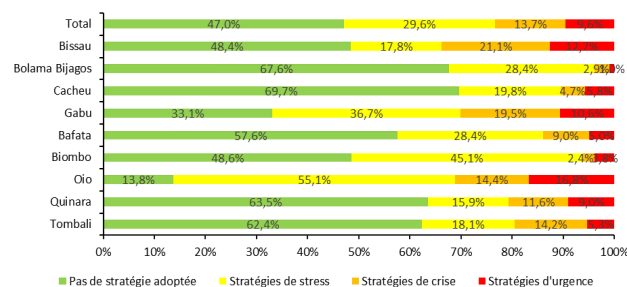


Figure 5. Stratégies d'adaptation basées sur les moyens d'existence

On note que la proportion de ménages utilisant des stratégies de crise et d'urgence en zone urbaine est significativement supérieure par rapport aux zones rurales (Khi 2 de Pearson = 42; P = 0.000). Ce résultat relativise les faibles niveaux d'insécurité alimentaire en zone urbaine car un quart des ménages est obligé de recourir à l'usage de stratégies sévères pour faire face à leurs besoins de base notamment alimentaires. Si les conditions ne s'améliorent pas dans un court ou moyen terme, beaucoup de ménages en sécurité alimentaire limite peuvent basculer en insécurité alimentaire.

Les stratégies les plus utilisées sont : *dépenser ses économies par faute de nourriture ou manque d'argent pour acheter de la nourriture (38 pour cent), réduire les dépenses de santé et d'éducation (16 pour cent), emprunter de l'argent ou de la nourriture (14 pour cent), et vendre plus d'animaux (non-productifs) que d'habitude (13 pour cent).*

Enfin, on note une baisse de l'usage des stratégies d'adaptation sévères de 3,5 pour cent par rapport à décembre 2016 (période de l'année quasi proche).

7. Profil des ménages en insécurité alimentaire

Les résultats de l'enquête montrent que la sécurité alimentaire des ménages est liée à certains déterminants socio-économiques comme le sexe du chef de ménage, le niveau d'éducation, la composition du ménage, les sources de revenus.

En général, les ménages dirigés par les hommes sont significativement plus affectés par l'insécurité alimentaire que ceux dirigés par les femmes (Khi 2 de Pearson = 10; P= 0.002). Cependant, en zone rurale, ce sont les ménages dirigés par les femmes qui sont plus affectés alors qu'en zone urbaine ce sont les ménages dirigés par les hommes. En zone rurale, les femmes-chefs de ménages sont rares, souvent veuves ou victimes d'une certaine marginalisation. Elles souffrent très souvent des difficultés d'accès à la terre, ce qui ne facilite pas leur insertion dans la vie productive les maintenant ainsi dans la pauvreté. En revanche, dans les zones urbaines, les femmes-chefs de ménages sont souvent des intellectuelles ou des femmes avec une certaine indépendance financière ce qui leur confère une autonomie pour vivre seules avec leurs descendants.

Les ménages dirigés par des personnes sans instruction ou avec un faible niveau d'instruction ressortent comme étant les plus affectés par l'insécurité alimentaire. Le taux d'insécurité alimentaire est de 17 pour cent chez les chefs de ménage sans instruction contre 1,7 pour cent pour ceux qui ont fait des études supérieures. Plus le niveau d'éducation est faible, plus l'insécurité alimentaire est élevée.

L'insécurité alimentaire augmente aussi avec la taille des ménages, avec une incidence de 11,7 pour cent parmi les ménages de 1 à 5 personnes, contre 16,3 pour cent dans les ménages de 20 personnes ou plus. En outre, les ménages avec des enfants de moins de cinq ans sont significativement plus vulnérables à l'insécurité alimentaire que ceux sans enfant à charge (Khi 2 de Pearson = 9,7; P= 0.002). Cela pourrait s'expliquer d'une part par le fait que les mères ont moins de temps pour participer pleinement aux activités génératrices de revenus, et d'autre part, une partie des revenus du ménage est destinée aux dépenses spécifiques liées aux enfants. Environ 13 pour cent des ménages avec des enfants à charge sont en insécurité alimentaire, contre 10 pour cent dans les ménages sans enfants. Les ménages avec une femme enceinte et/ou allaitante sont significativement plus vulnérables que les autres (Khi 2 de Pearson = 8,6; P= 0.003). C'est ainsi que l'insécurité alimentaire atteint 13,6 pour cent dans les ménages avec une femme enceinte et/ou allaitante contre 10,7 pour cent pour les autres.

Enfin, les ménages qui vivent de l'assistance, de l'exploitation forestière, de l'agriculture, de l'élevage sont plus vulnérables que ceux qui dépendent d'autres activités formelles ou de services qui génèrent des revenus de façon plus régulière.

8. Suivi des stocks et des prix de denrées alimentaires et non alimentaires

Depuis août 2020, le PAM, en partenariat avec le Ministère de l'agriculture et du développement rural (MADR) et l'Institut national de la statistique (INE), a étendu son système mensuel de suivi des prix des marchés de 9 à 44 marchés, établissant un système national couvrant les 39 secteurs de la Guinée-Bissau (un marché pour chaque secteur et cinq marchés dans la capitale Bissau). Le système de suivi monitoré maintenant les prix de 50 produits alimentaires et non alimentaires.

Les marchés sont bien approvisionnés en produits alimentaires et non alimentaires pendant la période de l'enquête ainsi que durant les mois qui l'ont précédée. Même le riz local qui était de plus en plus rare, est disponible dans les marchés, et la disponibilité est en hausse en raison des récoltes en cours.

Entre janvier et mars 2021, le prix du riz ordinaire importé, le principal produit alimentaire de base, est resté quasi stable autour de son prix habituel de 350 Fcfa le kilogramme. Cependant, le prix a progressivement augmenté d'avril à octobre, avant qu'une baisse notable ne soit sentie à partir du mois de novembre.

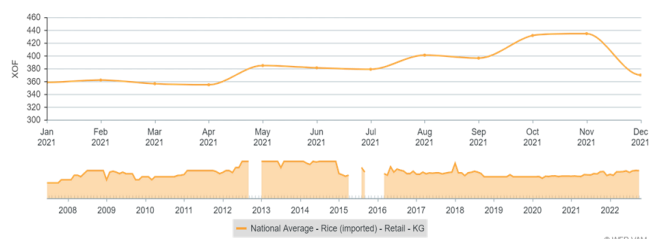


Figure 6. Evolution du prix du kilogramme de riz ordinaire importé en 2021

En novembre 2021, 44 pour cent des produits monitorés ont connu une hausse des prix par rapport à novembre 2020. 44 pour cent des produits ont gardé un prix quasi stable, et 12 pour cent des produits ont baissé de prix. Bien que le riz ordinaire importé ait connu une baisse en novembre 2021 par rapport aux précédents mois, on note une augmentation de plus de 10 pour cent entre novembre 2020 et 2021. Le prix de la viande, des tubercules et de l'huile a augmenté par rapport à l'année dernière, alors qu'une stabilité voire baisse est notée sur le prix des légumes et des poissons.

Groupes alimentaires	Produits	Unité	Nov. 2020	Nov. 2021	Variation (%)	
Céréales	Riz (local)	kg	448	476	6.3	▶
	Riz (importé)	kg	354	434	22.6	▲
	Mil	kg	544	560	2.9	▶
	Maïs	kg	647	605	-6.5	▶
	Farine de blé	kg	434	484	11.5	▲
Tubercules	Patate douce	kg	296	488	64.9	▲
	Manioc	kg	329	476	44.7	▲
Légumineuses	Arachide	kg	505	601	19.0	▲
	Haricot	kg	618	621	0.5	▶
Légumes	Gombo	kg	574	481	-16.2	▼
	Oignon	kg	614	633	3.1	▶
	Carotte	kg	1303	1371	5.2	▶
	Tomate	kg	709	623	-12.1	▼
Fruits	Banane locale	kg	515	549	6.6	▶
	Limon	kg	384	550	43.2	▲
Viande, poisson	Viande de boeuf sans os	kg	3335	5266	57.9	▲
	Viande de boeuf avec os	kg	2824	3768	33.4	▲
	Poulet local vivant	Unit	2676	3498	30.7	▲
	Poisson frais (bica, barbo, linguado)	kg	2851	1969	-30.9	▼
	Poisson frais (Tainaha, Bagri, Bentana)	kg	1150	1217	5.8	▶
	Poisson frais (sardinela, djafal, bentaninhas)	kg	628	594	-5.4	▶
	Poisson séché	kg	1491	1682	12.8	▲
Oeuf	Huile de palme	Litre	1122	1229	9.5	▶
	Huile végétale importée	Litre	1020	1405	37.7	▲
Sucrierie	Sucre	kg	534	602	12.7	▲
Produits non alimentaire	Gasoil	Unit	678	689	1.6	▶
	Essence super	Unit	742	761	2.6	▶

▼ Baisse de plus de 10%
 ▲ Hausse de plus de 10%
 ▶ Variation inférieure ou égale à 10%

Figure 7. Suivi des prix de produits alimentaires et non alimentaires en novembre 2020 et 2021.

9. L'apport alimentaire minimum acceptable chez les enfants âgés de 6 à 23 mois

Au total 1093 enfants âgés entre 6 et 23 mois dont 47,4 pour cent de garçons et 52,6 pour cent de filles ont été « enquêtés » afin de déterminer l'apport alimentaire minimum acceptable qui traduit l'adéquation de l'alimentation des enfants de cette tranche d'âge. L'âge moyen des enfants est de 13 mois quel que soit le sexe. En prélude de la détermination de l'apport alimentaire minimum acceptable, la diversité alimentaire minimum et le nombre minimum de repas ont été d'abord déterminés.

10. Diversité alimentaire minimum des enfants de 6 à 23 mois

La diversification alimentaire minimum des enfants de 6 à 23 mois se mesure par le nombre de groupes alimentaires distincts consommés parmi 7 bien définis au cours des dernières 24 heures. La diversité alimentaire minimum est atteinte quand l'enfant mange au moins 4 des 7 groupes alimentaire au cours des dernières 24 heures. En novembre 2021, seuls 12 pour cent des enfants de 6-23 mois ont une diversité alimentaire minimum. La différence est statistiquement

significative (Khi 2 de Pearson = 35; P= 0.000) entre la proportion en zone rurale (7,5 pour cent) et celle en zone urbaine (19,5 pour cent). La diversité alimentaire minimum augmente progressivement avec l'âge de l'enfant. Elle est de 6 pour cent pour les enfants de la tranche d'âge 6-11 mois à 23 pour cent pour la tranche d'âge 18-23 mois. Cette augmentation est liée à l'introduction progressive de nouveaux aliments dans l'alimentation des enfants.

11. Nombre minimum de repas

On considère que les enfants allaités reçoivent un nombre minimum de repas s'ils reçoivent des aliments solides, semi-solides, ou mous au moins deux (2) fois par jour pour les enfants de 6-8 mois et, au moins, trois (3) fois par jour pour les enfants de 9-23 mois. On considère que les enfants non allaités de 6-23 mois reçoivent un nombre minimum de repas s'ils reçoivent des aliments solides, semi-solides, ou mous, au moins, quatre (4) fois par jour.

En novembre 2021, seuls 30,7 pour cent des enfants âgés de 6 à 23 mois reçoivent le nombre minimum de repas requis. Cette proportion est significativement plus faible, de 11 pour cent, en zone rurale qu'en zone urbaine (Khi 2 de Pearson = 15,7; P= 0,000).

En outre, le nombre minimum de repas n'augmente pas avec l'âge si on considère les classes d'âge 6-8 mois et 9-23 mois chez les enfants allaités. Cela est préoccupant car d'une part le nombre minimum de repas augmente théoriquement avec l'âge, et d'autre part cela dénote une insuffisance dans la consommation des enfants.

11.1. Proportion d'enfants 6-23 mois ayant reçu un apport alimentaire minimum acceptable (MAD)

La Proportion d'enfants 6-23 mois ayant reçu un apport alimentaire minimum acceptable (MAD) est faible sur l'ensemble du pays. En moyenne, seuls 5,6 pour cent des enfants âgés de 6 à 23 mois reçoivent un apport alimentaire minimum acceptable. Cependant, il y a une différence statistiquement significative entre les zones rurales et urbaines (Khi 2 de Pearson = 18; P= 0.000). En effet, la proportion d'enfants avec un MAD est trois fois plus petite en zone rurale qu'en zone urbaine. La proportion d'enfants avec un MAD évolue progressivement avec l'âge passant de 2 pour cent pour les enfants âgés de 6 à 11 mois à 10 pour cent pour les enfants âgés de 18 à 23 mois. L'évolution de cette proportion est due à l'introduction progressive de nouveaux aliments dans l'alimentation des enfants.

Le groupe alimentaire constitué des produits de base que sont les céréales, les tubercules et racines est de loin le plus fréquemment consommé alors que les groupes alimentaires œuf, légumineuses et noix, et produits laitiers sont très faiblement consommés.

La proportion des enfants 6-23 mois ayant reçus l'apport alimentaire minimum acceptable varie en fonction des régions. Mis à part que la proportion d'enfants avec un MAD reste très faible dans le pays, on note que dans le secteur autonome de Bissau, la proportion double par rapport à la moyenne nationale. C'est dans les régions d'Oio, Bafata, Gabu et Cacheu, où l'on enregistre le plus d'enfants malnutris, qu'on a par ailleurs les

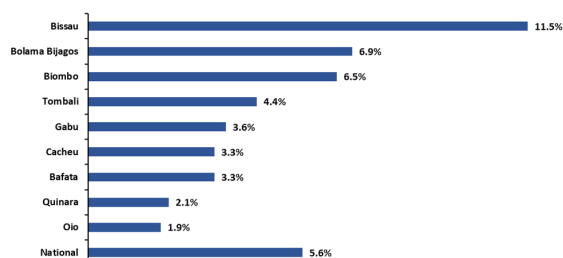


Figure 8. Apport alimentaire minimum acceptable (MAD) pour les enfants 6-23 mois par région.

proportions de MAD parmi les plus faibles du pays.

La proportion des enfants ayant reçu un apport alimentaire minimum acceptable est significativement plus élevée chez les enfants de

mères (ou gardiennes d'enfant) instruites et cette proportion augmente progressivement avec le niveau d'instruction (Khi 2 de Pearson = 14,6; P= 0,002). En effet, la proportion est de 3,3 pour cent chez les enfants de mères sans instruction et 10,3 pour cent pour les enfants de mères ayant fait des études supérieures. En effet, un bon niveau d'instruction offre aux parents un accès à la connaissance et aux informations sur les bonnes pratiques nutritionnelles, mais aussi le niveau d'instruction offre généralement une meilleure insertion professionnelle qui peut influencer positivement sur l'alimentation et l'état nutritionnel des enfants.

12. Diversité alimentaire minimum des femmes de 15-49 ans (MDDW)

L'état nutritionnel des femmes en âge de procréer (15 à 49 ans) est un déterminant majeur de leur vie reproductive, du bon déroulement des grossesses ainsi que de leur issue. L'état nutritionnel de la femme avant la grossesse est déterminant pour l'évolution de la grossesse, l'état de santé et le poids de naissance du nouveau-né. Parmi ces facteurs déterminants dans l'état nutritionnel, il y a la diversité alimentaire minimum des femmes qui a été déterminé dans le cadre de cette enquête. Au total, nous avons interrogé 4398 femmes âgées entre 15 et 49 ans avec une moyenne d'âge de 28 ans.

On considère qu'une femme a une diversité alimentaire minimum lorsqu'elle a reçu, au cours des dernières 24 heures, au moins 5 parmi dix (10) groupes d'aliments définis par la FAO et FANTA/USAID: (i) céréales, tubercules blancs, racines et plantains, (ii) Légumineuses (haricots, pois, lentilles), (iii) Noix et graines, (iv) Lait et produits laitiers, (v) Viande, volaille et poisson, (vi) OEufs, (vii) Légumes à feuilles vert foncé, (viii) Fruits et Légumes riches en vitamine A, (ix) Autres légumes, (x) Autres fruits.

En novembre 2021, seuls 31,7 pour cent des femmes ont une diversité alimentaire minimum en Guinée-Bissau. Cette proportion est statistiquement différente entre les zones rurales et urbaines. En effet, elle est de 27,4 pour cent en zone rurale et 39,4 pour cent en zone urbaine.

Comme en 2019 lors de notre dernière enquête de terrain, ce sont dans les régions de Tombali et Bafata où l'on enregistre le plus de femmes avec une diversité alimentaire minimum. En revanche, les proportions les plus faibles sont notées dans les

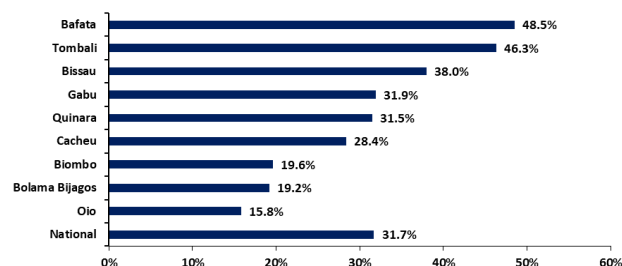


Figure 9. Diversité alimentaire minimum des femmes de 15 à 49 ans (MDDW) par région.

régions d'Oio et Bolama-Bijagos.

Les groupes alimentaires les plus fréquents dans le régime alimentaire quotidien des femmes en âge de procréer sont par ordre de fréquence : les céréales, le groupe des légumes (différents des légumes à feuilles vert foncé) et le groupe poisson-viande-abats. Toutefois, c'est le poisson (sardinelle) qui est la principale source de protéines animales pour les femmes, la viande et les abats ne sont mangés que de façon occasionnelle. Les œufs, les légumineuses (niébé, haricot, arachide, etc.) et produits laitiers sont les groupes alimentaires les moins consommés.

Enfin, 9,5 pour cent des femmes interrogées sont enceintes au moment de l'enquête et près d'un tiers d'entre elles n'ont pas une alimentation adéquate avec toutes les conséquences potentielles sur leur état de santé et celle de leurs futurs enfants. Il a été montré que l'alimentation des femmes, notamment la faible diversité alimentaire, est un déterminant important du retard de croissance intra utérin (RCIU). La grossesse, ce moment particulier dans la vie d'une femme nécessite des changements, surtout sur le plan du comportement alimentaire. Il y a une augmentation des besoins en protéines (la moitié de ces apports d'origine animale), en glucides et également des besoins en calcium. Cependant, l'étude ne montre pas une différence significative entre l'alimentation des femmes selon qu'elles soient enceintes ou pas (Khi 2 de Pearson = 0,06; P= 0,8). Ce constat reste préoccupant.

13. Méthodologie

L'échantillon a été calculé par l'Institut National de Statistique (INE) de Guinée-Bissau et a été basé sur un sondage stratifié probabiliste à deux degrés avec comme unité primaire (UP) les districts de recensement (DR) et comme unité secondaire (US) les ménages à l'intérieur des DR tirés précédemment. La sélection des unités secondaires a retenu 20 ménages par DR sélectionné. Les strates sont constituées des huit (08) régions du pays (Bafatà, Gabù, Tombali, Quinara, Biombo, Cacheu, Oio et Bolama Bijagos) et du secteur autonome de Bissau. Les prévalences d'insécurité alimentaire de la dernière enquête de terrain (septembre 2019) ont été choisies dans chaque strate avec un niveau de confiance de 95 pour cent et une marge d'erreur de 5 pour cent. La taille minimale de l'échantillon a été déterminée en se basant sur la formule suivante :

$$n = z^2 \times \frac{p(1-p)}{d^2} \times k$$

n = Taille minimale requise	P = prévalence de l'insécurité
Z = niveau de confiance (95%)	K = effet de grappe (1,5); d = marge d'erreur (5%)

Le calcul de l'échantillon de cette enquête a été faite à partir de la base de sondage du dernier recensement général de la population et du logement de 2009. Le pays comprend 2034 districts de recensement (DR) dont 678 en zone urbaine et 1356 en zone rurale.

Au premier niveau, le tirage des DR a été fait de façon indépendante dans chaque strate suivant la méthode de probabilité proportionnelle à la taille (PPT). Au total, 230 DR ont été sélectionnés soit 75 dans les zones urbaines et 155 dans les zones rurales. Au deuxième niveau, les ménages (unités d'enquête secondaires) ont été sélectionnés sur la base de la liste des ménages de Guinée-Bissau issue du dernier recensement général de la population et du logement. La sélection a été faite avec une probabilité constante dans chaque DR sélectionné et dans chaque strate, où 1500 ménages ont été sélectionnés dans les zones urbaines et 3100 dans les zones rurales, ce qui fait un total de 4600 ménages. L'échantillon est représentatif au niveau national et régional.

13.1. Formation des enquêteurs

Durant cinq jours, les enquêteurs présélectionnés ont suivi une formation en vue de mieux comprendre la portée de l'étude, le contenu du questionnaire et les techniques d'administration du questionnaire. Neuf (9) formateurs ont assuré la formation dont trois (3) formateurs issus du PAM, trois (3) de l'Institut National de Statistique (INE), un (1) de la Direction des statistiques agricoles du Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural, un (1) de la Direction de l'Alimentation et de la Nutrition et un (1) de l'ONG AIFA/PALOP.

13.2. Collecte et supervision des données

L'enquête est de type ménage et s'est déroulée aussi bien en zone rurale qu'en zone urbaine. La collecte des données s'est déroulée du 26 au 07 novembre 2021 sur l'ensemble des huit (08) régions du pays, 39 secteurs incluant la capitale Bissau, 240 districts de recensement (DR). Au total, 4527 chefs de ménages ont été interrogés dans cette enquête soit un taux de réponse de 99 pour cent. 62 enquêteurs ont été engagés dont une moitié de femmes après une sélection rigoureuse. La collecte des données a été coordonnée par l'Institut National de Statistique (INE). La supervision a été assurée par neuf (9) agents venus de l'INE, du PAM, et de l'ONG Aifa Palop. En plus de la supervision sur le terrain, une supervision en ligne se faisait par la vérification approfondie par des agents du PAM des données reçues à temps quasi réel sur le serveur du PAM. Un algorithme était utilisé par le Bureau régional du PAM pour sortir des tendances sur l'évolution des indicateurs, ce qui permettait d'alerter sur d'éventuels incohérences. En outre, les agents du PAM vérifiaient les questionnaires reçus sur le serveur et appelaient de façon aléatoire certains chefs de ménages pour faire une contre-enquête qui permet de s'assurer du sérieux de chaque enquêteur, de l'authenticité et de la validité des données.

14. Bibliographie :

- Alta comissão para covid-19, 2021. Boletim Informativo Semanal | de 22 a 28 de Março De 2021 | Nr.30.
- Coping Strategies Index: Field Methods Manual. Copyright © 2008 Cooperative for Assistance and Relief Everywhere, Inc. (CARE).
- Ministério da Economia e Finanças, Direcção Geral do Plano/Instituto Nacional de Estatística (INE), 2016. Projections Demographiques en Guinee-Bissau (2009 – 2030).
- Inquérito aos Indicadores Múltiplos (MICS6), 2020. Relatório Final 2018-2019.
- International Monetary Fund; The Department of African Affairs, 2017. Guinea-Bissau: Selected Issues Paper; International Monetary Fund: Washington, DC, USA.
- United Nations World Food Programme (WFP), Mai 2020. Enquête mVAM de suivi de la sécurité alimentaire et de la nutrition en Guinée-Bissau.
- United Nations World Food Programme (WFP), Juillet 2020. Enquête mVAM de suivi de la sécurité alimentaire et de la nutrition en Guinée-Bissau.
- United Nations World Food Programme (WFP), Octobre 2020. Enquête mVAM de suivi de la sécurité alimentaire et de la nutrition en Guinée-Bissau.
- United Nations World Food Programme (WFP), 2020. Establishing remote monitoring and assessment capacities for covid-19 response. A practical guide.
- United Nations World Food Programme (WFP), 2020. Enquête de suivi de la sécurité alimentaire et de la nutrition en Guinée-Bissau.
- World Employment and Social Outlook: Trends 2020 International Labour Office – Geneva: ILO, 2020
<https://data.worldbank.org/indicator/NY.GNP.PCAP.CD?locations=GW>
<https://data.worldbank.org/country/GW>
<https://jimber.org/bonnes-pratiques-alimentaire-bas-age-burundi-unicef-cde/#:~:text=On%20consid%C3%A8re%20que%20les%20enfants%20non%20allait%C3%A9s%20de%206%2D23,moins%2C%20quatre%20fois%20par%20jour.>

PARA MAIS INFORMAÇÃO:

- Momadou Sow, VAM and M&E Officer (WFP - Guinea-Bissau) - momadou.sow@wfp.org